



Distribution :

AC/DEC/2016/1/Add.

Tous les fonctionnaires
All staff members

le 19 janvier 2017
19 January 2017

Commission d'arbitrage : Décision
Arbitration Commission: Decision

Sujet: Recours présenté à la Commission par M. Kalman KALOTAY au nom de Syndicat Bois Neuf (New Wood)

Subject: *Appeal submitted by Mr. Kalman KALOTAY on behalf of New Wood Staff Union*

Recours reçu / *Appeal received:*

8 juillet 2016 / *8 July 2016*

Date de la décision / *Date of decision:*

19 janvier 2017 / *19 January 2017*

Décision
Decision

1. La Commission d'arbitrage affirme dans sa totalité la décision AC/DEC/2016/1 et par la présente fournit son raisonnement de façon plus détaillée.

1. The Arbitration Commission affirms its decision AC/DEC/2016/1 in its entirety and hereby provides its reasoning in more detail through this addendum.

2. Dans son premier appel, l'appelant a déclaré que le Secrétaire exécutif, le Secrétaire exécutif adjoint et le Président du Conseil de coordination n'avaient pas observé l'article 1^{er}, l'article 6 et l'article 9, paragraphes 6 et 8, du *Règlement* en préparant et en distribuant un document de position au nom du Conseil de coordination au personnel du Service de sécurité et de la sûreté (SSS) de l'ONUG concernant les changements proposés par la direction sur les conditions de travail du personnel de sécurité, cela sans avoir inscrit ces nouvelles mesures à l'ordre du jour des réunions du Conseil de coordination ni sans les avoir préalablement présentées ni discutées. Les répondants ont déclaré que «le débat, l'accord et la coordination des positions concernant les modalités de travail du personnel du SSS constituaient un processus consultatif permanent qui remontait à avril 2014».

a. La Commission d'arbitrage note que l'actuel 34^e Conseil de coordination n'a été mis en place que le 1^{er} mars 2016; bien que chaque conseil de coordination puisse se référer aux travaux des conseils antérieurs, conformément à l'article 8 du *Règlement*, chaque conseil de coordination de l'ONUG établit un programme de travail après avoir convoqué sa première réunion.

b. En outre, bien que les modalités de travail pour le personnel du SSS aient été présentées ou discutées lors de certaines réunions des précédents Conseils de coordination, la documentation fournie par les répondants ne fournit aucune preuve que le document de position, daté du 30 mai 2016 et distribué au personnel du SSS le 1^{er} juin 2016, n'avaient été ni présenté ni discuté lors des réunions des précédents Conseils de coordination y compris lors du 33^e Conseil de coordination, au même titre que l'enquête par courrier électronique menée les 25 et 26 mai 2016, qui constituait une base importante pour le document de position.

c. La documentation susmentionnée ne fournit pas non plus de preuve que ni l'exposé de position ni l'enquête par courrier électronique n'ont été présentés pour discussion et décision au Conseil de Coordination actuel lors de ses deuxième et troisième réunions tenues respectivement les 14 avril et 10 mai 2016, même si le programme du 34^e Conseil de Coordination comprend une rubrique intitulée «Défendre le personnel des quarts de travail, des nuits et des week-ends». Ce n'est qu'après la distribution du document de position qu'une question intitulée «Mise à jour sur le service de sécurité» a été inscrite à l'ordre du jour de la quatrième réunion du Conseil de coordination, tenue le 9 juin 2016.

d. La Commission d'arbitrage est d'avis qu'un document de position comme celui en question et émanant du Conseil de coordination, dont l'influence sur les conditions de travail des fonctionnaires est significative, devrait être préalablement discuté mais surtout formellement approuvé par le Conseil de coordination avant qu'il ne puisse être considéré comme un document officiel du Conseil de coordination dont la mission est d'assurer une bonne représentation du personnel en coordonnant les positions de toutes les tendances représentatives du personnel.

2. *In its first appeal, the appellant declared that the Executive Secretary, Deputy Executive Secretary, and President of the Coordinating Council failed to observe Article 1, Article 6, and Article 9, paragraph 6 and 8, of the Regulations on Representation of the Staff of the United Nations at Geneva (hereinafter referred to as "Regulations") by preparing and distributing a position paper in the name of the Coordinating Council to staff of the UNOG Security and Safety Service (SSS) regarding changes proposed by management to the working conditions of Security staff when the position paper and e-mail survey on which it was based had not been put on the agenda, presented, or discussed beforehand during the Coordinating Council meetings. The respondents stated that "the discussion, agreement and coordination of positions concerning the working arrangements for SSS staff was a continuous consultative process which dates back to April 2014."*

a. *The Arbitration Commission notes that the current, 34th Coordinating Council, did not come into existence until 1 March 2016; although each Coordinating Council may refer to the work of prior councils, pursuant to Article 8 of the Regulations, each UNOG Coordinating Council shall draw up a programme of work after convening its first meeting.*

b. *Furthermore, while working arrangements for SSS staff were presented or discussed during some of the meetings of previous Coordinating Councils, documentation provided by the respondents does not provide any evidence that the position paper dated on 30 May 2016, and distributed to SSS staff on 1 June 2016, as well as the e-mail survey conducted on 25 and 26 May 2016, which was an important basis for the position paper, had been presented or discussed during any of the meetings of the prior Coordinating Councils, including the 33th one.*

c. *Nor did the above-mentioned documentation provide any evidence that the position paper or the e-mail survey were presented for discussion and decision in the current Coordinating Council during its second and third meetings held respectively on 14 April and 10 May 2016, although the Work Programme of the 34th Coordinating Council does include an item entitled "Defend staff working shifts, nights and weekends". It is only after the position paper was distributed that an item entitled "Update on the Security Service" was put on the agenda of the Coordinating Council's fourth meeting held on 9 June 2016.*

d. *The Arbitration Commission is of the view that a position paper in the name of the Coordinating Council having significant bearing on the working conditions of staff members like the one in question should be discussed and formally endorsed by the*

Coordinating Council before it can be considered an official document of the Coordinating Council which has been established to ensure proper staff representation through coordinating the positions of all trends representative of the staff.

3. Les répondants ont également déclaré que la validité du document de principe avait été «régularisée» lors de la réunion du Conseil de Coordination du 9 juin 2016, au cours de laquelle le Conseil a été informé de la conclusion du processus que sa plénière avait été à la suite et à la discussion depuis 2014, tel qu'exprimé dans le document de principe. Par ailleurs les répondants notent que «pendant cette réunion, aucun membre du Conseil, y compris le demandeur, n'a demandé de vote pour annuler ni modifier le document de position final».

a. La Commission d'arbitrage note que le procès-verbal de cette réunion, comme ceux des réunions antérieures, ne mentionne aucune décision du Conseil eu égard à l'adoption du document de position.

b. Dans la mesure où il n'existe aucune trace d'aucune décision que ce soit à l'égard de l'enquête ni de rédaction ni d'approbation de ce document de position, il n'est pas possible d'annuler une décision qui n'a jamais été prise.

3. *The respondents stated that the validity of the position paper was subsequently "regularized" during the Coordinating Council meeting of 9 June 2016, during which "the Council was briefed on the conclusion of the process that its plenary had been following and discussing since 2014 as expressed in the position paper" and, they note, "during this meeting no member of the Council, including the Applicant, asked for a vote to overrule or amend the final position paper."*

a. *The Arbitration Commission notes that the minutes for that meeting, like prior meetings, do not indicate a decision adopted by the Council to adopt the position paper.*

b. *Because there is no record of a decision ever being taken to endorse the position paper, it is not possible to override a decision that was never taken.*

4. Sur la base de ces faits et considérations, la Commission d'arbitrage décide que le document de position ne peut être considéré comme un document officiel du 34^e Conseil de coordination et ne représente pas obligatoirement la position officielle du 34^e Conseil de coordination de l'époque. Pour qu'un document soit considéré comme un document officiel du Conseil de coordination, il doit être discuté et formellement approuvé par le Conseil.

4. *Based on these facts and considerations, the Arbitration Commission decides that the position paper in question cannot be considered an official document of the 34th Coordinating Council and did not necessarily represent the formal position of the 34th Coordinating Council at the time. For a paper to be considered an official document of the Coordinating Council, it should be discussed and formally endorsed by the Council.*

5. Le deuxième recours a déclaré que le Conseil de coordination n'a pas respecté le paragraphe 4 de l'article 7 du *Règlement* en ne publiant pas de procès-verbal du Conseil de coordination dans un délai de dix jours.

a. Les répondants ont déclaré que «le Conseil a depuis longtemps l'habitude d'émettre le projet de procès-verbal d'une réunion précédente au moment où l'invitation est envoyée à la réunion suivante».

b. La Commission d'arbitrage note qu'aucune disposition du *Règlement* ne prévoit pas que les deux documents soient délivrés en même temps. Par ailleurs, rien n'empêche le Conseil de coordination de publier l'invitation à la réunion suivante dans les dix jours de la réunion précédente, compte tenu du fait que le paragraphe 3 de l'article 7 du

Règlement stipule que l'ordre du jour provisoire doit être communiqué au moins trois jours avant la réunion en question.

c. De ce fait, la Commission d'arbitrage prie instamment le Conseil de coordination de bien vouloir entreprendre les mesures nécessaires pour que les procès-verbaux des réunions futures du Conseil de coordination soient émis dans un délai de dix jours suivant chaque réunion, comme stipulé dans l'article 7, paragraphe 4, du Règlement.

5. *The second appeal declared that the Coordinating Council has failed to observe Article 7, paragraph 4, of the Regulations by not issuing minutes of the Coordinating Council within a period of 10 days.*

a. *The respondents stated that "it has been the practice of the Council for many years to issue the draft minutes of a previous meeting at the time when the invitation is sent out for the following meeting."*

b. *The Arbitration Commission notes that there is no requirement in the Regulations that both documents be issued at the same time. Nor do the Regulations preclude the Coordinating Council from issuing the invitation for the subsequent meeting within 10 days following the prior meeting, taking into account that Article 7, paragraph 3 of the Regulations provides that the provisional agenda shall be communicated not less than three days before the meeting in question.*

c. *Therefore the Arbitration Commission urges the Coordinating Council to undertake the necessary steps towards issuing minutes of all future meetings of the Coordinating Council within a period of 10 days as required by Article 7, paragraph 4 of the Regulations.*

À Genève, le 19 janvier 2017

Geneva, 19 January 2017

Signé / Signed



Liping ZHANG
Présidente / President



Liliane MAURANNE
Membre / Member



Jason MUNYAN
Membre / Member



Frédéric DELPECH
Membre / Member



Nicolas MORIN
Membre / Member